

Les subsides

M. McDermid: Elle n'avait pas le choix.

M. Axworthy: Voilà pourquoi nous nous opposons aux politiques bêtes et stupides du ministre qui permettra aux sociétés étrangères de fermer leurs établissements, leurs commerces, leurs mines, puisque le gouvernement du Canada n'aura plus de politique affirmant que nous voulons garder la haute main sur notre économie. Ce sont des investisseurs et des administrateurs étrangers, qui se moquent pas mal du Canada, qui décident de fermer nos usines. Les amendements que nous proposons visent à éviter que des affaires comme celle de Georgetown se reproduisent dans d'autres circonscriptions.

M. McDermid: Vous vous opposeriez au transfert de propriété.

M. Axworthy: Si vos vis-à-vis avaient un peu d'intelligence, ils tiendraient compte de nos amendements et modifieraient Investissement Canada.

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre. La période réservée aux questions et aux observations est terminée.

● (1140)

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je profite de l'occasion qui m'est donnée pour signaler que la motion à l'étude est le plus bel exemple d'incohérence et d'irresponsabilité que nous ayons jamais eu au Parlement. Après avoir entendu le discours et la motion du député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy), on sait pourquoi lui et les membres de son caucus siègent sur les banquettes de l'opposition.

Le député nous accuse d'avoir bafoué la procédure parlementaire en mettant fin à tout débat libre. Le premier argument qu'il a avancé pour défendre sa motion a été de nous dire que nous ne devrions pas donner à l'opposition six jours réservés à l'opposition. Il s'étonne un peu que nous leur ayons donné, à lui et à ses collègues, six jours pour débattre à la Chambre le sujet de leur choix. Comment un député peut-il prétendre que nous méprisons le Parlement sous prétexte que nous mettons fin à un débat libre, et rappeler ensuite du même souffle que nous en sommes au sixième jour d'opposition et qu'il est impardonnable de ne donner à l'opposition que six jours de libre débat?

M. Axworthy: C'est abdiquer devant ses responsabilités. Pourquoi le gouvernement n'ouvre-t-il pas le débat? Le gouvernement, c'est vous. Agissez en conséquence.

M. Stevens: Voilà pourquoi je parlais d'incohérence. Si le député croyait vraiment ce qu'il dit, il en aurait parlé dans sa motion. Mais entre le moment où il l'a rédigée hier soir et ce matin, quand il s'est levé, il a changé d'idée, car il s'est dit: «Pourquoi aurions-nous besoin d'un débat de six jours? Je m'en vais de ce pas critiquer le gouvernement de nous avoir donné tant de temps». Tout cela après nous avoir dit que nous ne leur en donnions pas assez.

M. Axworthy: C'est exact.

M. Stevens: Et voilà maintenant qu'il dit que c'est exact. Dieu du ciel, il faudrait que les habitants de Fort Garry voient leur député dans toute sa splendeur.

M. Axworthy: Ils n'arrivent pas à oublier la Banque de l'Ouest du Canada.

M. Stevens: Laissez-moi poursuivre.

M. Axworthy: Ils n'arrivent pas à oublier vos hauts faits dans l'Ouest.

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, je vous prie. J'aimerais entendre le discours du ministre pour que nous puissions passer aux questions et aux commentaires.

M. Stevens: Laissez-moi poursuivre. D'après la motion, nous n'aurions pas accordé suffisamment de temps pour étudier des dizaines d'amendements importants et constructifs. Mon collègue, le député de Saint-Boniface (M. Duguay), a fait état des heures consacrées à ce débat, à l'étape de la deuxième lecture ou au comité. Je vais être plus explicite à ce sujet.

A l'étape de la deuxième lecture, 32 députés libéraux ont pris la parole. Tout le caucus, sauf huit députés, ont eu une fois l'occasion de prendre la parole. Et vingt-cinq députés néo-démocrates ont pris la parole également. C'est-à-dire tout le caucus néo-démocrate moins cinq députés. La plupart de ceux qui ont assisté aux séances du comité conviendront que les représentants de l'opposition officielle et du parti socialiste ont eu amplement le temps de défendre leur cause et d'expliquer leurs amendements. Chaque amendement a été dûment étudié. Pratiquement tous ont été mis aux voix, l'opposition officielle votant presque systématiquement du côté des socialistes à l'étape du comité.

A l'étape du rapport, lors de l'étude des motions n^{os} 1 et 2, 23 libéraux et 21 néo-démocrates ont participé au débat. Et sur les motions n^{os} 4, 6, 7, 9, 10, 11, 14, 15, 16, 17 et 18, 12 libéraux et 11 néo-démocrates sont intervenus. Sur les motions n^{os} 8, 12, 32, 63, 69, 74 et 75, 13 députés libéraux et 13 députés néo-démocrates ont parlé.

M. Orlikow: Nous faisons notre travail. Qu'y a-t-il de mal à cela?

M. Stevens: Sur les motions n^{os} 19 et 20, 12 députés libéraux et 9 députés néo-démocrates ont pris la parole. Sur les motions n^{os} 23, 24 et 25, les députés libéraux et néo-démocrates sont également intervenus. Cela montre bien que, en réalité, ils veulent faire de l'obstruction.

Quand il s'agit de la liberté de parole, ils ne veulent pas laisser fonctionner la démocratie. Ils ne veulent pas que la majorité des députés qui représentent la majorité des Canadiens, et, à en juger d'après le sondage Gallup publié aujourd'hui même, 54 p. 100 des Canadiens croient encore dans le gouvernement, ait le droit de faire adopter ses mesures législatives. Les députés d'en face croient en somme avoir raison sur tout le monde. Tout minoritaires qu'ils soient, ils savent mieux que la majorité ce qui est salutaire pour les Canadiens.